

**Souveraineté énergétique**  
**La transition énergétique, un danger pour la France ?**  
**Comment ré-orienter notre stratégie ?**

**Rédacteur :** Jacques-André Troesch

**Une approche différente de la transition énergétique en France et en Allemagne**

**La France n'a jamais défendu au niveau européen sa souveraineté en matière énergétique.** La politique européenne reposait initialement en vertu des traités européens sur deux principes : la souveraineté nationale sur le mix énergétique et la liberté des choix énergétiques, à condition d'être compatibles avec les objectifs de réduction du CO2 de l'Union européenne. Au lieu de défendre le concept d'énergie dé-carbonée, la France s'est laissée imposer la notion d'énergie renouvelable sous la pression du Parlement européen dominé par les députés allemands et autrichiens appuyés par les députés écologiques des autres Etats membres, avec la complicité de la Commission européenne et la pression des gouvernements allemands au Conseil.

**Il en a résulté des objectifs d'énergie renouvelable globaux, sans prise en compte des politiques nationales. Alors que la France avait plus de 90% d'énergie électrique dé-carbonée avec son parc nucléaire et ses barrages hydrauliques et était exportatrice nette d'électricité, elle s'est vue obligée de prévoir la fermeture de nombre de ses réacteurs nucléaires pour satisfaire des objectifs à notre sens aberrants d'électricité renouvelable, comme le montrent les résultats de l' « Energie-Wende » allemand.**

Lancé dès 2000, l'« Energie-Wende » a pris un tournant anti-nucléaire décisif après l'accident de Fukushima pour plaire aux Grünens avec la décision prise par Mme Merkel, le 30 juin 2011, de fermer toutes les centrales nucléaires allemandes au plus tard le 31 décembre 2022.

Cette décision qui a été suivie par certains pays européens, a pris de court les industriels allemands qui se sont battus pour obtenir une large indemnisation, encore en litige, et les a conduits, en particulier Siemens, à abandonner la coopération avec la France pour le développement des réacteurs de la troisième génération dont le prototype est l'EPR. Cette situation explique en partie les difficultés rencontrées en Finlande pour Olkiluoto.

**A partir de cette date (Fukushima), sous la pression de ses industriels évincés du marché mondial des centrales nucléaires, l'Allemagne a développé une double stratégie : d'une part elle a cherché à évincer l'énergie nucléaire de la liste des énergies « vertes » et d'autre part à imposer des pourcentages de plus en plus importants d'énergies renouvelables dans le mix énergétique imposé aux Etats membres pour favoriser ses entreprises dans le domaine de l'éolien (Siemens) et dans la**

biomasse (9.500 installations de Biogaz en Allemagne, environ 900 installations en France).

**De même elle a décidé de prendre le leadership dans le domaine de l'hydrogène.** A cet effet, comprenant que la fabrication d'hydrogène vert ne serait jamais rentable en Europe même avec des capacités de stockage, elle a décidé de fabriquer de l'hydrogène dans les pays comme le Maroc avec lequel elle vient de passer un accord, pour construire des usines de fabrication d'hydrogène à partir du solaire et utiliser les gazoducs transeuropéens pour approvisionner le marché européen.

En même temps, comme elle l'a fait dans d'autres secteurs industriels, l'Allemagne cherche aujourd'hui à éliminer l'industrie nucléaire française en l'empêchant de bénéficier du plan de relance européen à travers le principe de la taxonomie, et la France de continuer à disposer de l'avantage compétitif d'une électricité pour l'instant bon marché et budgétairement moins coûteuse.

### **Cette politique imposée par l'Allemagne est très coûteuse pour les consommateurs allemands**

Dès 2013 le ministère de l'environnement allemand estimait pour atteindre les objectifs 2030 que la facture s'élèverait à 400 Mds € d'investissements, voire à 1.000 Mds€. Pour 2021 l'Allemagne prévoit un budget de 33,1 Mds€. La fermeture des centrales à charbon coûtera 40 Mds€ auxquels s'ajoutera la fermeture des mines, soit un total de 100 Mds€ d'ici 2038 rien que pour sortir du charbon.

Quant au prix de l'électricité, il est pour les particuliers et les entreprises ne bénéficiant pas de subventions ou d'exonération de la Contribution à l'Erneubare Energien Gesetz (EEG), ou loi sur les énergies renouvelables, de 45% supérieur à la moyenne européenne et deux fois plus élevés qu'en France. Cet écart devrait diminuer au fur et à mesure que se poursuivra le développement des énergies renouvelables dans notre pays, qui y renchérit le coût de l'énergie. Le coût de ce développement est supporté par le contribuable sauf pour la partie transport et distribution, et va augmenter du fait des adaptations nécessaires.

### **En l'état actuel des engagements déjà pris, les charges de service public de l'énergie en France, jusqu'en 2043, sont les suivantes, en fonction du prix moyen de l'électricité :**

Avec un prix de 56 €/MW en 2028, le coût total serait de 148,503 Mds€ à avec un reste à payer de 108,999 Mds€

Avec un prix de 42 €/MW, le coût total serait de 162,810Mds€ avec un reste à payer de 123,305 Mds€.

Indépendamment du coût de ces politiques, celles-ci sont fondées sur des énergies intermittentes non pilotables et décentralisées.

**L'intermittence est de l'ordre de 25% de la puissance annoncée**, que tous les producteurs passent sous silence lorsqu'ils annoncent le nombre de foyers approvisionnés. Le seul moyen d'éviter cette intermittence sans recourir à d'autres énergies en back-up est le stockage dont le coût, quelle que soit l'évolution des techniques, reste prohibitif, et les capacités limitées sauf à passer par l'intermédiaire de l'hydrogène, ce qui accroît le prix de revient de l'énergie fournie, à fortiori si celle-ci est de l'électricité.

**Ce défaut des énergies renouvelables exige donc des capacités de back up pilotables**, d'autant plus importantes dans la mesure où le foisonnement ne permet pas de compenser les productions d'un territoire avec celles d'un autre. Le refus du nucléaire amène l'Allemagne et ses suivants à se reposer sur les centrales à charbon dans un premier temps, puis à se tourner vers le gaz avec une dépendance accrue de l'extérieur, qu'il s'agisse de la Russie ou des Etats-Unis, voire du Moyen-Orient. **Au total, le bilan carbone s'avère négatif comme l'indique l'incapacité de l'Allemagne à respecter ses engagements**. C'est la raison pour laquelle la nouvelle priorité est l'hydrogène gris puis vert pour l'Allemagne qui a demandé, à titre transitoire d'intégrer le gaz dans les investissements verts dans le plan de relance européen.

**De plus, une caractéristique des énergies renouvelables est d'être fournie par des systèmes de production décentralisés qui avec l'intermittence, demandent une adaptation des réseaux de transport et de distribution**, dont le coût de transformation se situerait à plus de 450 Mds€ en Europe. En France le coût serait de 100 Mds€ sur 15 ans avec une augmentation des tarifs d'autant plus grande supportée par les clients particuliers que l'autoconsommation diminuera le nombre de clients et que les exonérations, à l'exemple de l'Allemagne, se développeront pour maintenir la compétitivité des industries électro intensives.

**Enfin la multiplication des sites exigée par le développement des éoliennes pour pallier leur puissance limitée et l'extension des réseaux pour raccorder ces centres se heurte de plus en plus à l'opposition des populations locales impactées, à laquelle s'ajoute le refus de plus en plus grand des éoliennes au sein de la population**. A titre d'exemple l'Allemagne a vu le développement de son parc d'éoliennes terrestres fortement ralenti. Sur les 6.000 km de réseaux à construire, seuls quelques 900 km ont pu être achevés.

La France voit de plus en plus une opposition se développer y compris sur l'offshore au nom de la protection des sites et des ressources halieutiques.

Il faut ajouter pour mémoire la pénurie de terres rares (significative surtout pour l'éolien en mer) et leur monopole d'extraction par quelques pays, au premier rang desquels se trouve la Chine pour ces industries grosses consommatrices de ce type de minerais.

Cette situation explique que l'Allemagne a décidé d'exploiter les quelques gisements de terres rares dont elle dispose sur son territoire, sans soulever

l'opposition de Grünens, à l'inverse de la France qui dispose de ressources non négligeables mais qui se heurte à l'opposition des verts.

## **Recommandations**

Dans ce contexte et plus encore au vu de son évolution récente, nous recommandons de procéder à une révision fondamentale de la stratégie française, avec un effort majeur d'entraînement des autorités européennes, et en assumant le risque d'un désaccord avec les autorités européennes dont il faudrait tirer les conséquences en revenant sur la délégation de notre souveraineté énergétique. Cette révision devrait à notre sens comprendre les éléments suivants.

- Un refus d'approuver le plan de relance européen si le nucléaire ne peut en bénéficier de façon suffisamment claire
- Une révision du plan de fermeture des centrales et la prolongation de leur durée de vie pour au moins 60 ans. A titre d'exemple une centrale aux Etats-Unis de même conception que Fessenheim et construite à la même date a vu sa durée prolongée jusqu'à 80 ans.
- Un développement des générations futures de centrales nucléaires avec une reprise du programme Astrid
- Une priorité aux éoliennes flottantes pour les installer à 60 km des côtes.
- Une révision à la baisse des subventions des installations offshore, dont le taux de rentabilité a été établi à l'époque où les taux d'intérêt étaient élevés, voir leur suppression comme dans le cas des derniers parcs éoliens en mer du Nord, en Allemagne ou aux Pays-Bas.
- Une stratégie du développement de l'hydrogène vert dont la priorité devrait être non pas de petits projets locaux subventionnés mais une production massive rentable à partir du solaire dans des pays à fort ensoleillement, comme le fait l'Allemagne, pour arriver à un prix de revient de 1,5 € par litre d'hydrogène, acceptable par les consommateurs en particulier industriels. A titre d'exemple Air Products, concurrent d'Air liquide aux Etats-Unis, va construire une usine de fabrication d'hydrogène en Arabie Saoudite dont la production sera exportée dans le monde entier par méthanier.